

YAO Yao Simon

Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département d'Etudes Germaniques

Laboratoire MELODYS

yaoyao.simon@yahoo.com

Axe 9: Géopolitique, économie de prédation et paupérisation globale

Médias sociaux et fragilité étatique: une analyse géopolitique des crises et conflits en Afrique

Résumé: L'article examine l'impact ambivalent des médias sociaux sur la stabilité politique en Afrique, les décrivant comme un couteau à double tranchant. S'inscrivant dans le cadre des théories de la postcolonie et de la sécurisation juste qui analysent respectivement les modes de commandement et les tensions de l'imaginaire politique contemporain ainsi que la légitimité de l'action étatique dans l'espace numérique, ce travail met, d'une part, en exergue l'émancipation citoyenne à travers les réseaux sociaux numériques qui brisent le monopole informationnel des régimes autoritaires en réduisant l'entropie (l'ignorance) du système politique par une mobilisation horizontale. D'autre part, il fustige l'instrumentalisation des médias sociaux à des fins de déstabilisation par certaines élites pour polariser le débat ou propager une désinformation multimodale virale. Aussi, par le biais de la méthode d'analyse critique du discours, permettant de déceler les structures de pouvoir sous-jacentes dans les contenus numériques, la présente étude souligne la fragilité étatique exacerbée non pas par l'usage citoyen, mais par l'usage tactique des réseaux sociaux numériques par des élites et par l'absence de médias de masse (radio/TV) capables de produire un récit national unificateur. Face à ces menaces, les États répondent souvent par des coupures d'internet, une stratégie coûteuse et contestée qui fragilise davantage la légitimité institutionnelle.

Mots clés : Emancipation citoyenne, mobilisation horizontale, légitimité institutionnelle, instruments de déstabilisation, fragilité

Social media and state fragility: a geopolitical analysis of crises and conflicts in Africa

Abstract: The article examines the ambivalent impact of social media on political stability in Africa, describing them as a double-edged sword. Grounded in the theories of the post-colony and just securitization—which analyze modes of command and contemporary political imagination tensions, as well as the legitimacy of state action in digital spaces—this work highlights, on one hand, citizen empowerment through digital social networks that break the information monopoly of authoritarian regimes by reducing political system entropy (ignorance) through horizontal mobilization. On the other hand, it critiques the instrumentalization of social media for destabilization purposes by certain elites to polarize debate or propagate viral multimodal disinformation. Thus, through the methodology of Critical Discourse Analysis, which allows for the detection of underlying power structures in digital content, this study emphasizes that state fragility is exacerbated not by citizen use, but by the tactical use of digital social networks by elites and by the lack of mass media (radio/TV) able to produce a unifying national narrative. In response to these threats, states often resort to internet shutdowns, a costly and contested strategy that further weakens institutional legitimacy.

Keywords: Citizen emancipation, horizontal mobilization, institutional legitimacy, instruments of destabilization, fragility

YAO Yao Simon

Médias sociaux et fragilité étatique: une analyse géopolitique des crises et conflits en Afrique

Soziale Medien und staatliche Fragilität: Eine geopolitische Analyse von Krisen und Konflikten in Afrika

Zusammenfassung: Der Artikel untersucht die ambivalenten Auswirkungen sozialer Medien auf die politische Stabilität in Afrika und beschreibt sie als zweischneidiges Schwert. Im Rahmen der Theorien der Postkolonie und der gerechten Versicherheitlichung (*just securitization*), die sowohl Herrschaftsformen und Spannungen des zeitgenössischen politischen Imaginären, als auch die Legitimität staatlichen Handelns im digitalen Raum analysieren, beleuchtet diese Arbeit einerseits die Emanzipation der Bürger durch digitale soziale Netzwerke. Diese brechen das Informationsmonopol autoritärer Regime auf, indem sie durch horizontale Mobilisierung die Entropie des politischen Systems verringern. Andererseits wird die Instrumentalisierung sozialer Medien zur Destabilisierung durch bestimmte Eliten kritisiert, um Debatten zu polarisieren oder virale multimodale Desinformation zu verbreiten. Mithilfe der Methode der kritischen Diskursanalyse, die es ermöglicht, zugrunde liegende Machtstrukturen in digitalen Inhalten aufzudecken, betont die vorliegende Studie, dass die staatliche Fragilität nicht durch die Nutzung der Bürger, sondern durch die taktische Nutzung digitaler sozialer Netzwerke durch Eliten sowie durch das Fehlen von Massenmedien (Radio/TV), die ein einigendes nationales Narrativ produzieren könnten, verschärft wird. Angesichts dieser Bedrohungen reagieren Staaten häufig mit Internetsperren – eine kostspielige und umstrittene Strategie, welche die institutionelle Legitimität weiter schwächt.

Schlüsselwörter: Bürgerliche Emanzipation, horizontale Mobilisierung, institutionelle Legitimität, Instrumente der Destabilisierung, Fragilität

Introduction

L'Afrique connaît depuis une décennie une révolution numérique fulgurante qui transforme radicalement son paysage sociopolitique. Alors que les médias traditionnels (presse, radio, télévision) étaient historiquement perçus comme des instruments de médiacratie ou de télécratie aux mains des gouvernants, l'avènement des plateformes numériques a brisé ce monopole de l'information. Si ces outils sont célébrés comme des vecteurs d'émancipation citoyenne, ils s'inscrivent également dans un contexte de fragilité étatique persistante, particulièrement en Afrique subsaharienne. La fragilité d'un État ne se mesure plus seulement à ses carences institutionnelles, mais aussi à sa vulnérabilité face aux flux informationnels numériques. Les médias sociaux agissent désormais comme un couteau à double tranchant: ils offrent des canaux de mobilisation inédits tout en exacerbant les tensions par la propagation de récits alternatifs, souvent au service d'intérêts divergents. En effet, dans un environnement où la désinformation est devenue une arme géopolitique, la stabilité des nations africaines est mise à rude épreuve par une connectivité qui semble parfois explosive. Au regard de toutes les mutations dans l'espace public susmentionnées, les questions fondamentales suivantes se posent : Dans quelle mesure les médias sociaux redéfinissent-ils la géographie des conflits et la fragilité des États africains contemporains en oscillant entre catalyseurs de pouvoir citoyen et instruments de déstabilisation aux mains d'élites? Ou encore comment l'horizontalité des réseaux sociaux numériques devient-elle un facteur de fragilité lorsqu'elle est au service des citoyens ou instrumentalisée par certaines élites politiques? L'analyse de l'espace numérique comme catalyseur de pouvoir citoyen va meubler la première partie de cet article à travers la question de la fin du monopole de la médiacratie étatique tout en partant de la centralisation à la décentralisation informationnelle. La deuxième partie quant à elle examinera le revers de la connectivité, notamment à travers le prisme de la manipulation, la désinformation et la fragilité. La troisième partie analysera la réponse des

Etats et les enjeux géopolitiques de demain. Dans le cadre d'une analyse des structures de pouvoir sous-jacentes dans les contenus numériques, un examen des différentes parties de ce travail requière une convocation de théories telles que la théorie de la sécurisation juste, la théorie de la postcolonie et la méthode d'analyse critique du discours.

1. L'espace numérique comme catalyseur de pouvoir citoyen

L'avènement du numérique en Afrique marque une rupture majeure dans la configuration traditionnelle des rapports entre médias et pouvoir. Loin de constituer une simple évolution technologique, cette mutation reconfigure en profondeur les équilibres politiques hérités de l'ère postcoloniale, où la médiacratie et la télécratie assuraient aux gouvernants un contrôle quasi exclusif sur l'information et, par ricochet, sur l'opinion publique. Dans ce contexte de fragilité étatique persistante, l'émergence des plateformes numériques constitue un véritable phénomène de redistribution du pouvoir symbolique et politique. Cette section se propose donc d'analyser comment l'espace numérique, par ses caractéristiques intrinsèques de décentralisation et d'horizontalité, agit comme un catalyseur du pouvoir citoyen, transformant les citoyens de simples récepteurs d'information en acteurs pleins de la production et de la circulation des récits politiques.

1.1. La fin du monopole de la médiacratie étatique

A l'instar de la notion de démocratie qu'il convient de définir prosaïquement comme le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, la médiacratie symbolise quant à elle le pouvoir par les médias et à travers les médias. Parler donc de la fin du monopole de la médiacratie étatique implique l'idée de convergence d'une centralisation vers une décentralisation informationnelle. En effet les médias étaient traditionnellement perçus comme la chasse-gardée des gouvernants pour assurer une cohésion sociale dirigée. Cependant, l'émergence des plateformes numériques a rompu ce fossé entre détenteurs de médias et public, permettant à chaque citoyen de devenir producteur de contenu comme l'indique l'extrait suivant:

The advent of information technology has revolutionized communication channels, ushering in an era of social media platforms like *Twitter*, *Facebook*, *Instagram*, and *WhatsApp*. These platforms have permeated all aspects of societal engagement, contributed greatly in the daily lives of individuals, providing individuals with instantaneous avenues to share opinions and ideas, in real-time (O. O Ajaegbu et C. Ajaegbu, 2024, p. 1-2).

Cette décentralisation réduit l'entropie (désordre/ignorance) du système en offrant des sources d'information plurielles, ce que la théorie classique appelle la néguentropie informationnelle. En clair, l'entropie est une mesure de l'ignorance du système, et une information est dite néguentropique dans la mesure où elle permet de mieux discerner le système, combattre son désordre, c'est-à-dire son entropie. Au-delà de ces sources d'information plurielles qu'offre la décentralisation informationnelle, elle favorise également l'émergence d'une citoyenneté numérique. En clair, l'intégration des médias sociaux dans le discours politique est devenue la norme en Afrique subsaharienne, facilitant l'engagement citoyen et amplifiant les voix à travers la région. Cette nouvelle forme de participation politique permet aux citoyens de contourner les canaux traditionnels de communication et de s'organiser de manière autonome. Les plateformes numériques offrent des affordances¹ particulières qui permettent aux citoyens de contester

¹ Une affordance est le potentiel d'action qu'offre la technologie. Ce n'est pas l'outil lui-même, mais la manière dont ses propriétés techniques suggèrent ou facilitent des usages tels que la mobilisation, la surveillance du gouvernement, la contestation qui redéfinissent dans le cadre du présent article la géopolitique des crises en Afrique.

l'autorité, de surveiller les gouvernements et de revendiquer leurs droits de manière plus directe (Cf. T. Roberts, T. Bosch, 2023, p. 12-13). De ce fait, si la fin du monopole de la « médiocratie » étatique a permis l'émergence d'une citoyenneté numérique active, il convient à présent d'interroger les effets concrets de cette mobilisation horizontale sur la stabilité des États africains. La décentralisation informationnelle et la multiplication des sources d'information ne se traduisent pas mécaniquement par une fragilisation des institutions politiques. Au contraire, l'analyse empirique des dynamiques de mobilisation citoyenne sur les plateformes numériques révèle des tendances contre-intuitives qui méritent d'être examinées avec attention. C'est précisément cette relation complexe entre mobilisation horizontale et stabilité relative que nous démontrons dans le point suivant:

1.2. Mobilisation horizontale et stabilité relative

C. Warren (2015) désigne la mobilisation horizontale à l'ère des médias sociaux comme un mode de coordination et d'action collective qui s'opère de manière décentralisée en s'affranchissant des hiérarchies traditionnelles et des canaux de communication contrôlés par l'Etat. Dans le contexte sociopolitique contemporain, elle implique entre autres la rupture avec la communication verticale et l'émergence d'une citoyenneté numérique active (p. 305). En effet, contrairement aux médias de masse traditionnels (radio, télévision, presse écrite) qui fonctionnent sur un modèle vertical où l'information est produite et diffusée d'un centre (souvent l'Etat) selon des agenda-settings préétablis vers des citoyens-récepteurs, les médias sociaux favorisent les liens horizontaux via un contournement de l'intermédiation. Ainsi, les citoyens peuvent désormais produire et diffuser du contenu sans toutefois passer par les structures de médiation institutionnelles. Cela favorise l'émergence d'une citoyenneté numérique active qui fait passer le citoyen lambda de simple consommateur d'information à un acteur politique actif (Cf. *Idem*). Toutefois, il importe de faire remarquer que l'impact de cette mobilisation citoyenne ou citoyenneté numérique sur la fragilité des Etats africains reste mitigé. En fait, contrairement aux craintes liées au contexte géopolitique contemporain, des études empiriques sur un panel de 47 pays africains pour la période de 2000 à 2018 montrent que l'usage des réseaux sociaux numériques par le public pour organiser des actions politiques n'a pas d'effet statistiquement significatif sur la fragilité globale des États si tant est que la notion de fragilité d'un Etat prend en compte plusieurs paramètres tels que ci-dessous mentionnés:

The OECD (2016) defines fragility as a mix of exposure to risks and the inability of the State, a system and/or communities to manage, to mitigate or to absorb risks to which they are exposed and which may lead to negative outcomes including violence, the breakdown of institutions, displacement, humanitarian crises or other emergencies. According to the CSP (2017), fragility refers to the state incapacity to prevent or manage conflicts, implement public policies, deliver essential services, maintain a system of coherence, cohesion and quality of life. The CSP evaluates fragility in four dimensions: economic fragility, social fragility, security fragility and political fragility (S. B. Ngassam, 2024, p. 3).

Bien au contraire, l'auteur va plus loin dans sa logique argumentative relativement aux effets bénéfiques de la mobilisation horizontale tout en suggérant que la mobilisation citoyenne numérique via les réseaux sociaux tend plutôt à renforcer la participation de la société civile, ce qui est négativement associé à la fragilité :

They help prosecutorial institutions to investigate and report incidences of corruption. By highlighting policy failures, poor administration by public officials, scandals in the corporate sector and corruption at the judicial level, social media boost public pressure and constraint politicians that are corrupt to resign and thus lose political power by providing information on corruption (*Idem*).

En effet, la recherche indique que les médias sociaux, lorsqu'ils sont utilisés par la société civile pour des fins de participation politique, peuvent agir comme des mécanismes de régulation qui renforcent la démocratie plutôt que de la fragiliser. Cette dynamique s'explique par le fait que la mobilisation horizontale permet aux citoyens de s'exprimer pacifiquement, de canaliser leurs revendications par des voies institutionnelles et de créer des espaces de dialogue qui, bien que parfois conflictuels, contribuent à la vitalité démocratique. Toutefois s'il est établi que la mobilisation horizontale peut constituer un puissant levier de résilience démocratique et de transparence, elle n'est pas un rempart absolu contre le désordre systémique. Au contraire, les caractéristiques intrinsèques qui permettent l'émancipation citoyenne — l'instantanéité, l'absence de filtre et la décentralisation — ouvrent paradoxalement la voie à des dynamiques de subversion bien plus sombres. Si la connectivité offre une voix aux sans-voix, elle fournit également des instruments d'une puissance inédite à ceux qui cherchent à fragmenter le corps social ou à affaiblir les fondements de l'État. Il convient dès lors de quitter le versant optimiste de la participation citoyenne pour explorer le revers de la connectivité, là où la manipulation tactique et la désinformation transforment les réseaux sociaux en vecteurs de fragilisation étatique et de conflits.

2. Le revers de la connectivité: manipulation, désinformation et fragilité

La fragilité des États africains contemporains ne se mesure plus uniquement par la défaillance des infrastructures physiques ou la précarité économique; elle s'immisce désormais dans les replis numériques de l'espace public. Dans cette seconde partie, nous analysons comment la connectivité, loin de ses promesses initiales d'unité, peut devenir un accélérateur de crises lorsqu'elle est détournée de sa fonction émancipatrice par des acteurs stratégiques. Pour ce faire, nous allons montrer dans un premier temps comment des élites politiques utilisent les plateformes numériques pour polariser les débats et saturer l'espace informationnel, ensuite comment l'architecture des réseaux horizontaux, en l'absence de récits nationaux régulateurs traditionnellement portés par les médias de masse, redéfinit la géographie de la violence collective. Et enfin, nous aborderons la menace croissante de la désinformation multimodale.

2.1. L'instrumentalisation par les élites : le vrai facteur de risque

L'instrumentalisation ou le détournement de la connectivité citoyenne de sa fonction émancipatrice par les élites et acteurs stratégiques pour des intérêts purement égoïstes constitue un véritable facteur de risque pour la cohésion nationale. A ce titre, la polarisation politique par les réseaux sociaux numériques et les campagnes de désinformation d'État illustrent parfaitement ce facteur de risque. En effet, contrairement à l'usage citoyen, l'utilisation des réseaux sociaux par les élites politiques pour organiser des actions accentue la fragilité étatique, principalement via les fragilités sécuritaires et politiques. Des élites utilisent leur influence pour polariser le débat, mobiliser des bases partisans de manière agressive et contourner les institutions de médiation traditionnelles (Cf. S. B. Ngassam, 2024, p. 2). Cette instrumentalisation prend diverses formes, notamment la création de comptes de cyber-troops ou cyber-avatars pour propager des messages partisans, l'utilisation de bots pour amplifier certains récits et la coordination de campagnes de désinformation ciblant des groupes spécifiques. Ces pratiques exacerbent les divisions ethniques

et sectionnelles déjà présentes dans de nombreux pays africains, transformant les médias sociaux en armes de guerre politique (Cf. A. O. Salau, 2020, p. 235). Ce qui est paradoxalement donné de constater avec ces pratiques de nature à amplifier les divisions ethniques auxquelles s'adonnent les cyber-troops ou cyber-avatars à la solde des régimes au pouvoir en Afrique c'est le fait que ces derniers bénéficient, en dépit de la gravité de leurs activités de désinformation et de mise en péril de la cohésion sociale, pleinement de la clémence des organes de régulation et de répression en charge de la cybercriminalité car cela profite aux campagnes de désinformation d'État. En effet, certains gouvernements africains sont devenus eux-mêmes des acteurs actifs dans la propagation de la désinformation. Des études documentent des campagnes de désinformation financées par l'État nigérian lors des manifestations du mouvement #EndSARS², analysent des efforts citoyens pour contrer la désinformation étatique en Angola, et mettent en exergue la désinformation par les médias kényans lors des élections de 2022 (Cf. C. T. Okolo, 2024, p. 4-5). Ces campagnes visent souvent à discréditer l'opposition, justifier des mesures répressives et maintenir le pouvoir en place. Il convient donc de retenir ici que si les manœuvres d'instrumentalisation de la connectivité citoyenne par des élites politiques constituent le moteur politique de la déstabilisation, son efficacité et ses conséquences matérielles dépendent étroitement de la configuration technique et géographique du territoire. En effet, le passage de la manipulation discursive à l'éclatement effectif des conflits ne s'opère pas de manière uniforme. Il convient dès lors d'analyser comment l'architecture même des réseaux — leur nature horizontale ou verticale — redéfinit la géographie de la violence collective, particulièrement dans les zones où le récit national unificateur des médias de masse fait défaut.

2.2. La géographie de la violence collective

Pour prendre la mesure de la violence collective liée à la connectivité citoyenne dans de nombreuses régions en Afrique, il est primordial d'établir une distinction entre médias verticaux et horizontaux, ensuite montrer dans quelle mesure l'absence ou la prééminence de l'un sur l'autre pourrait être de nature à favoriser les micro-récits qui peuvent fragmenter la cohésion sociale.

En effet, selon C. Warren les médias verticaux, basés sur le modèle One-to-many, correspondent aux médias de masse traditionnels (presse écrite, radio, télévision). Ils sont souvent perçus comme des moyens de diffusion d'informations descendants avec une architecture centralisée où la production de l'information est concentrée entre les mains d'une élite (journalistes, agences d'État, grands groupes industriels). L'information circule du sommet (l'émetteur) vers la base (le public passif – sans vouloir rentrer dans le débat des effets des médias). Ces médias disposent de filtres éditoriaux stricts. Ce contrôle permet souvent aux gouvernants de tenir les médias "en bride", faisant d'eux la "chasse-gardée" du pouvoir. Sur le plan politique ils ont un effet pacificateur et unificateur car tendant à construire un récit national commun. Des études montrent que la radio a un effet statistiquement pacificateur car elle diffuse un message homogène qui renforce l'identité nationale et la stabilité (Cf. T. C. Warren, 2015, p. 304).

Warren de poursuivre en désignant les réseaux sociaux et les plateformes numériques comme des médias horizontaux basés sur le modèle Many-to-Many qui reposent sur une connectivité citoyenne décentralisée. Contrairement au modèle vertical, il n'y a plus de filtre central. Chaque citoyen devient un émetteur potentiel. Cela crée ce qu'il convient de décrire comme une co-

² Le mouvement #EndSARS a éclaté en octobre 2020 au Nigéria suite à une vidéo virale diffusée sur les réseaux sociaux. Cette vidéo montrait des officiers du Special Anti-Robbery Squad, une unité de la police nigériane, tirant sur un jeune homme à Ughelli, puis repoussant son corps hors de la voiture et s'enfuyant avec son véhicule Lexus.

construction de l'information entre producteur et récepteur. Les messages émanant de ceux-ci restent et sont visibles à grande échelle, rendant ainsi la censure étatique difficile en raison de l'instantanéité dans leur diffusion. Cela permet une mobilisation rapide que les structures verticales éprouvent du mal à suivre. En guise de synthèse il faut retenir que cette distinction est cruciale car elle explique le paradoxe de la fragilité étatique en Afrique: alors que les régimes ont appris à contrôler les médias verticaux pour maintenir leur pouvoir, ils se retrouvent démunis face à la nature horizontale des réseaux sociaux. Ces derniers permettent aux citoyens de contester le monopole de l'information, mais ils ouvrent aussi la porte à une désinformation multimodale et à des campagnes de manipulation qui exploitent précisément cette absence de hiérarchie pour déstabiliser les institutions. Parlant des effets de ces deux types de médias, notons que l'accès aux médias de masse génère des effets pacificateurs substantiels en créant un récit national commun, tandis que la pénétration des médias sociaux génère des augmentations substantielles de violence collective, particulièrement dans les zones géographiques qui manquent d'infrastructures de médias de masse. Le message radiophonique surtout a un effet unificateur en raison de la construction plus cohérente des messages à travers le territoire, là où les réseaux sociaux avec des messages basés plus sur la création d'émotions et d'effets de buzz favorisent les micro-récits conflictuels qui peuvent fragmenter la cohésion sociale (Cf. *Idem*). Ainsi donc, les régions dépourvues d'infrastructures de médias de masse traditionnels sont particulièrement vulnérables à la violence collective facilitée par les réseaux sociaux. Dans ces zones, l'absence de contre-récits institutionnels permet aux narratives conflictuelles de se propager sans opposition, créant des poches d'instabilité qui peuvent s'étendre et menacer la stabilité nationale. Cette vulnérabilité géographique, née du déséquilibre entre les flux verticaux pacificateurs et la connectivité horizontale décentralisée, ne constitue cependant que le cadre structurel de la menace. L'impact réel de cette architecture de réseau sur la stabilité étatique est aujourd'hui démultiplié par une mutation profonde de la nature même des contenus qui y circulent. En effet, là où les micro-récits identifiés par Warren (2015) se limitaient autrefois à des rumeurs textuelles ou verbales, les réseaux horizontaux servent désormais de vecteurs à une agression informationnelle d'une complexité nouvelle, notamment la désinformation multimodale. Cette transition technologique, marquée par le passage du texte à l'image manipulée et au contenu généré par l'intelligence artificielle, transforme les poches d'instabilité territoriale en véritables théâtres de cyberguerre où la perception du réel devient l'enjeu principal de la lutte pour le pouvoir.

2.3. La menace de la désinformation multimodale

Avec le temps, la notion de désinformation a évolué, elle n'est plus seulement textuelle mais multimodale, notamment à travers l'images détournées, les vidéos manipulées etc., la rendant de ce fait plus difficile à détecter et plus virale. Aussi, avec l'émergence de l'intelligence artificielle générative, la menace de la désinformation a considérablement été amplifiée, permettant la création de contenus synthétiques indiscernables de la réalité. Cette multimodalité accentue l'efficacité des contenus numériques particulièrement dans les zones susmentionnées, car l'image et la vidéo franchissent plus facilement les barrières de l'analphabétisme ou des barrières linguistiques que les textes traditionnels. Autrement exprimé, l'image et les vidéos traduisent mieux les émotions et facilitent davantage aussi bien la construction des imaginaires escomptés chez les cibles que des micro-récits. Surtout lorsqu'elles sont doublées de messages formulés spécifiquement pour une cible majoritairement analphabète, ces images et vidéos constituent non seulement de véritables facteurs d'entrave au processus démocratique dans bien de pays africains avec un ancrage démocratique peu solide mais aussi une menace sanitaire comme l'indique ici Okolo (2024):

Issues with disinformation have been fueled by greater access to information through social media and other digital platforms. These issues have been further exacerbated by the introduction of generative AI, which has made it easier to create various forms of content. Within Africa, disinformation affects democratic processes along with routine aspects of daily life, such as health and well-being. Research has shown that 20% of media coverage of genetically modified foods by African outlets contains misinformation. The COVID-19 pandemic had a major impact on the spread of health disinformation (C. T. Okolo, p. 3-4).

En outre, la désinformation multimodale se sert de contextes culturels pour atteindre ses objectifs. En effet, en contexte africain, ces contenus exploitent les nuances culturelles pour intensifier les tensions politiques et sécuritaires en quelques minutes seulement. Par exemple, lors des élections au Malawi en 2018, une fausse nouvelle affirmant que le prophète nigérian TB Joshua avait prédit la victoire du candidat d'opposition avait le potentiel de changer les opinions des électeurs ou de provoquer des violences électorales dans des environnements politiques fragiles (Cf. A. Fickers, 2021, p. 302). Frau-Meigs de renchérir en affirmant que la désinformation en Afrique s'inscrit également dans le cadre plus large des menaces hybrides, définies comme un mélange d'activités subversives utilisant des méthodes et outils conventionnels et non conventionnels, de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques, avec des objectifs de propagande et de déstabilisation (Cf. D. Frau-Meigs, 2019, p. 20). Ces menaces ciblent particulièrement l'intégrité des élections, avec des implications pour la confiance dans les institutions et les représentants élus. En fin de compte, nous retenons que l'émergence de ces menaces hybrides, portées par une technologie multimodale qui s'affranchit des frontières linguistiques et culturelles, place les autorités africaines dans une position de vulnérabilité structurelle. Face à cette guerre de perception qui échappe aux modes de contrôle traditionnels, les États se voient contraints de repenser leur arsenal de défense. Cette nécessité de réaction marque le passage d'une phase de constatation de la menace à une phase d'action régaliennne, où la réponse étatique devient elle-même un enjeu central de la stabilité nationale et de la légitimité démocratique.

3. La réponse des Etats et les enjeux géopolitiques de demain

Pour contrer la fragmentation sociale et les risques sécuritaires induits par l'espace numérique, bon nombre de gouvernements africains déploient des stratégies multiformes qui oscillent entre l'affirmation d'une souveraineté radicale et la recherche de nouveaux cadres de régulation. Ce chapitre analyse la dualité de ces réactions étatiques: d'une part, l'usage de mesures de force immédiates visant à reprendre le contrôle territorial sur les flux d'information, et d'autre part, l'émergence de modèles normatifs et de coopérations internationales visant à encadrer les plateformes transnationales.

3.1. Les coupures d'internet: une stratégie de « souveraineté » contestée

La systématisation des coupures d'internet comme stratégie de dernier recours semble prospérer sur le continent africain. A ce titre, l'Éthiopie détient le record continental avec 23 coupures enregistrées depuis 2016, des coupures documentées au Sénégal et au Gabon en 2023 s'inscrivent également dans une tendance lourde où 34 pays africains ont eu recours à ces pratiques (Cf. T. D Prince-Agbodjan, 2023, p. 386). Jugées disproportionnées par le droit international, ces mesures ne respectent pas les critères de nécessité requis pour protéger les droits humains. En effet, face à leur incapacité à négocier avec les géants du numérique, les États fragiles utilisent les coupures d'internet comme un outil de dernier recours pour réaffirmer leur souveraineté lors des élections ou des conflits. Maxwell Maseko montre dans une étude datant de

2024 que de janvier 2016 à décembre 2021 au moins 935 incidents de coupures d'internet ont été documentés dans 60 pays à travers le monde, dont 34 en Afrique avec des cas notables comme au Burundi en avril 2015, lors des élections présidentielles en République Démocratique du Congo en décembre 2018, au Zimbabwe en janvier 2019 (Cf. T. M. Maseko, 2024, p. 66). Relativement aux motivations, les gouvernements justifient souvent les coupures d'internet en invoquant la protection de leur souveraineté, la lutte contre la « criminalité » des opérateurs de télécommunications, et la préservation de l'ordre public comme l'explique ici Endong (2022):

Reasons advanced by African governments for shutting down the Internet usually centre on the need to maintain peace and protect national security. But most observers claim that this rhetoric is a pretext, concealing a desire to entrench authoritarian rule. For instance, most African governments are unable to provide legitimate reasons for resorting to Internet blackouts, and the initiatives are therefore mostly illegal. Internet shutdowns in African countries are differentiated from those in western democracies by their gross illegality. While western democracies provide reasons for their actions, and adopt them as temporary measures to deal with specific emergencies, authoritarian African states address Internet shutdowns in ad hoc ways, and rarely base their actions on evidence or data (F. P. C. Endong, p. 43-44)

Cependant, ces mesures sont souvent perçues comme une censure brutale plutôt que comme une protection de l'ordre public, aggravant la méfiance envers les institutions. A l'ère postcoloniale où la souveraineté numérique est revendiquée par la jeunesse du continent, l'utilisation des coupures d'internet par les gouvernements représente parfois un effort pour réaffirmer la souveraineté dans un contexte de contestation de longue date autour des frontières, du pouvoir et de l'identité nationale. Cette dynamique s'inscrit dans les inégalités vastes entre les entreprises de technologie basées aux États-Unis ou en Chine et les pays pauvres en ressources du Sud global (Cf. N. Stremlau, 2025, p. 372). Ces repressions ont non seulement un coût en termes de droits humains, mais aussi au plan économique.

3.2. Le coût de la répression numérique

Outre la question de la fragilisation des acquis démocratiques, les coupures d'internet violent également les principes de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples³, notamment les libertés d'expression et d'information. Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme souligne que les coupures d'accès à internet ne respectent généralement pas les conditions de nécessité et de proportionnalité requises par le droit international (Cf. T. D. Prince-Agbodjan et al. *Op. Cit.*, p. 388). En effet, les coupures ont des coûts économiques directs majeurs qui affaiblissent davantage les États déjà en difficulté, créant un cercle vicieux de fragilité. Comme la vie sociale, économique et politique sont de plus en plus menée en ligne, les coûts de la perturbation de la connectivité pour les entreprises, les familles et les démocraties le sont également. Le chômage grandissant auquel la majeure partie des diplômés des Universités africaines sont confrontés les poussent à entreprendre en ligne; les coupures d'internet accentuent donc la précarité des conditions de vie déjà déplorables de ces derniers. A présent nous sommes en droit de nous interroger sur l'efficacité de ces coupures. En réalité, les expériences et la littérature du continent africain ont montré que les coupures d'internet ne sont pas toujours

³ La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples souvent appelée Charte de Banjul, adoptée en 1981, constitue le socle juridique du système régional africain de protection des droits humains. Elle cherche à décoloniser la notion de droits de l'homme en y intégrant une dimension communautaire et culturelle spécifique à l'Afrique, tout en affirmant l'universalité des libertés fondamentales.

efficaces pour faire taire les citoyens qui continuent à se mobiliser malgré la fermeture des espaces numériques. Par exemple, lors des élections en République démocratique du Congo en décembre 2018, les coupures d'internet dans les zones à forte présence d'opposition n'ont pas empêché la mobilisation citoyenne (Cf. T. M. Maseko, *Op. Cit.*, p. 66). L'inefficacité relative des coupures d'internet, couplée à leur impact socio-économique dévastateur et aux condamnations juridiques internationales, suggère que la souveraineté par l'interruption est une stratégie dont les bénéfices sécuritaires sont souvent surpassés par les dommages sociaux et politiques. Puisque les coupures d'internet ne parviennent pas à neutraliser durablement la contestation citoyenne et qu'elles amplifient la précarité des populations, l'État est sommé de migrer d'une gestion de crise par le vide vers une gouvernance numérique plus résiliente. Ce passage d'une censure brutale à une régulation fine et proportionnée nécessite d'adopter de nouveaux cadres théoriques et technologiques, capables de concilier l'impératif de stabilité avec le respect des droits fondamentaux, tout en s'adaptant à la complexité multimodale des menaces actuelles.

3.3. Vers une régulation contextuelle et multimodale

Selon J. Thumfart (2024), la théorie de la sécurisation juste offre un cadre pour évaluer la légitimité des mesures restrictives en ligne, en exigeant que les États abordent les préoccupations de sécurité sur internet conformément à leurs obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Cette approche exige que les mesures soient nécessaires, proportionnelles et non discriminatoires. Ainsi, pour stabiliser l'espace numérique, les modèles de détection de la désinformation doivent intégrer des données locales et multimodales pour être performants dans les environnements africains. Les modèles conçus pour les contextes occidentaux peinent souvent à identifier les nuances culturelles et les récits locaux utilisés pour déstabiliser les États avec une armature sécuritaire fragilisée par le terrorisme comme ceux de la zone sahélienne. En la matière, de nombreux pays africains à l'instar de la Côte d'Ivoire ont adopté des textes de loi⁴ criminalisant la diffusion de fausses nouvelles, mais ces mesures sont souvent utilisées pour réprimer la dissidence plutôt que pour combattre la désinformation. Pour y remédier la jurisprudence de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples pourrait par exemple évaluer la conformité de ces lois avec les normes internationales relatives à la liberté d'expression, d'où la nécessité d'une coopération internationale en la matière. En clair, la lutte contre la désinformation et la manipulation numérique nécessite une coopération internationale accrue, notamment pour réguler les plateformes numériques transnationales. Toutefois, les disputes s'intensifient autour de la question de qui écrit les règles régissant la manière dont les entreprises de médias sociaux abordent les contenus nuisibles, comment ces règles sont mises en œuvre, et ce que cela signifie pour l'État postcolonial en Afrique (Cf. A. O. Salau, 2020, p. 235). In fine, le passage d'une répression numérique réactive à une régulation proactive repose sur un équilibre fragile entre l'impératif de sécurité nationale et la protection des droits fondamentaux. Comme le souligne la théorie de la sécurisation juste avec Thumfart, la légitimité de l'action étatique dans l'espace numérique ne peut plus s'appuyer sur l'arbitraire, mais doit se soumettre aux principes de nécessité et de proportionnalité. Cette mutation exige une double approche: l'approche technologique par le développement de modèles de détection capables de décoder les nuances culturelles et les récits locaux pour contrer efficacement la désinformation générée par l'IA, et l'approche juridique qui aligne les lois nationales sur la jurisprudence régionale afin d'éviter que la lutte contre les fausses nouvelles ne serve de prétexte à la répression de la dissidence. En fin de compte, la stabilité de

⁴ La diffusion de fausses nouvelles est souvent poursuivie sous la qualification d'atteinte à la sécurité ou à l'ordre public lorsque l'information est jugée séditeuse ou manipulatrice: Atteinte à l'ordre public, article 169 du Code Pénal.

l'État postcolonial africain dépendra de sa capacité à négocier une coopération internationale capable d'encadrer les plateformes transnationales tout en respectant les spécificités et la souveraineté des contextes.

Conclusion

En somme, la révolution numérique en Afrique, tout en offrant des opportunités d'émancipation citoyenne, révèle également des défis majeurs pour la stabilité des États. Les médias sociaux, en tant que catalyseurs de mobilisations horizontales, transforment les dynamiques de pouvoir, mais leur utilisation par des élites politiques pour manipuler l'information et polariser les débats constitue souvent une source de tensions sociales. La fragilité étatique est désormais amplifiée par la désinformation multimodale, rendant nécessaire une réponse proactive des gouvernements. Pour naviguer dans cette complexité, il est impératif d'adopter des régulations équilibrées qui protègent les droits fondamentaux tout en garantissant la sécurité nationale, afin de construire un avenir numérique résilient et inclusif.

Références bibliographiques

Ouvrages

ROBERTS Tony et BOSCH Tanja, 2023, *Digital citizenship in Africa – Technologies of Agency und Repression*, London, Zed Books.

Articles et contributions

ENDONG Floribert Patrick C., 2022, "Internet blackouts in Africa A critical examination, with reference to Cameroon and Nigeria", in *Digital Policy Studies (DPS)*, n°1, Mai 2022, ISSN: 2791-3597, Calabar, Meda Arts University of Calabar, p. 39-51.

MASEKO T. Maxwell, 2024, "Understanding Digital Rights in An Era of Digital Politics in Africa", in *Digital Policy Studies (DPS)* n°3, Janvier 2024, ISSN: 2791-3597, Witwatersrand, Centre – Wits School of Governance University of the Witwatersrand, p. 58-71.

SALAU Aaron Olaniyi, 2022, "Social media and the prohibition of 'false news': can the free speech jurisprudence of the African Commission on Human and Peoples' Rights provide a litmus test?", in *African Human Rights Law Journal*, n°2, Avril 2020, ISSN: 1996-2096, Pretoria, Centre for Human Rights, University of Pretoria, p. 231-254.

STREMLAU Nicole, 2025, "Internet Shutdowns, Sovereignty, and the Postcolonial State in Africa", in *Global Policy*, n°2, Mai 2025, ISSN: 1758-5899, Johannesburg, School of Communications, University of Johannesburg, p. 372-379.

THUMFART Johannes, 2024, "Digital Rights and the State of Exception. Internet Shutdowns from the Perspective of Just Securitization Theory", in *Journal of Global Security Studies*, n°1, March 2024, ISSN 2057-3189, Brussel, Vrijet Universiteit Brussel, Berlin School of Economics and Law, p. 1-19.

WARREN T. Camber, 2015, "Explosive connections? Mass media, social media, and the geography of collective violence in African states", in *Journal of Peace Research*, n°3, Mai 2015, ISSN 1460-3578, Oxford University, Departement of Defense Analysis, Naval Postgraduate School, p. 297–311.

Sources internet

AJAEGBU Oguchi Onyeizu et AJAEGBU Chigozirim, 2024, "The new democratisation: social media impact on the political process in Sub-Saharan Africa", *Frontiers in Communication*, ISSN: 2673-5610, <https://doi.org/10.3389/fcomm.2024.1394949> (Consulté le 07 avril 2026).

FICKERS Andreas, 2021, "Studies in digital history and hermeneutics", *Walter De Gruyter GmbH*, ISSN: 2629-4540, <https://doi.org/10.1515/9783110740202> (Consulté le 13 avril 2026).

FRAU-MEIGS Divina, 2019, "Information Disorders: Risks and Opportunities for Digital Media and Information Literacy?", *Medijske studije*, ISSN: 1848-5030, <https://doi.org/10.20901/ms.10.19.1> (Consulté le 14 avril 2026).

NGASSAM Sylvain B et al., 2024, "Social media and the fragility of Africa", *Information Economics and Policy*, ISSN 0167-6245, <https://doi.org/10.1016/j.infoecopol.2024.101104>, (Consulté le 08 avril 2026).

OKOLO T. Chinasa, 2024, "African Democracy in the Era of Generative Disinformation: Challenges and Countermeasures against AI-Generated Propaganda", *Research ICT Africa*, ISSN: 2616-6100, [https://app.jenni.ai/editor/library/UY8SmlL3gz7XEb5OczVy?&highlights={%22locations%22:\[\]}\]](https://app.jenni.ai/editor/library/UY8SmlL3gz7XEb5OczVy?&highlights={%22locations%22:[]}]) (Consulté le 08 avril 2026).

PRINCE-AGBODJAN T. Didier, 2023, « Les limitations de l'accès à internet en Afrique à l'aune de la Communication », *Annuaire africain des droits de l'homme*, ISSN: 2523-1367, <http://doi.org/10.29053/2523-1367/2023/v7a17> (Consulté le 16 avril 2026).

Processus d'évaluation de cet article:

- **Date de soumission: 14 avril 2026**
- ✓ **Date d'acceptation: 08 mai 2026**
- ✓ **Date de validation: 22 mai 2026**